

Le Travail des Enfants - Histoires Personnelles

CVETI - BULGARIE

Cveti est une fillette de 12 ans. Elle figure dans la base de données de la Commission locale de lutte contre la délinquance juvénile. Elle vit avec sa famille - ses parents, quatre sœurs âgées de 4 à 10 ans, et un frère de 13 ans - dans une petite ville proche de Sofia. Tous les matins, accompagnée de sa mère et de ses sœurs, elle se rend à Sofia pour “ travailler “ pour la famille.

Cveti n’a jamais été scolarisée, non plus que ses sœurs. Elle est devenue pick-pocket dès son plus jeune âge. Son frère, lui, va à l’école, et ses parents tiennent à ce qu’il termine ses études secondaires.

Cveti opère généralement dans des trams et des magasins bondés. Elle tient à accumuler le plus d’argent possible, car elle doit, selon ses propres paroles, préparer le mariage arrangé par son père, qui doit avoir lieu dans un an.

En vertu de la loi sur la protection de l’enfance, Cveti a été aiguillée vers l’administration locale en charge de la protection des enfants et vers l’organe de mise en œuvre de l’IPEC, afin qu’elle puisse être scolarisée. Un plan d’action spécial a été mis sur pied pour lui permettre de travailler avec ses parents. Ces derniers bénéficient quant à eux d’un service d’assistance chargé de les aider à trouver un emploi et à participer au programme de formation professionnelle subventionné par les pouvoirs publics. Ils recevront également une aide financière, à condition que Cveti fréquente régulièrement l’école. Les responsables de l’assistance sociale les ont également aidés à prendre conscience du fait que le vol - l’une des pires formes de travail des enfants, selon l’OIT- hypothéquait gravement l’avenir de leur fille. Une enquête de police a également été ouverte, dans la mesure où ce type d’exploitation suppose généralement l’intervention d’une bande organisée. L’un des principaux objectifs du plan de réinsertion de Cveti a précisément été de la mettre à l’abri d’éventuelles représailles.

KADER - TURQUIE

Kader a 8 ans. Elle a deux frères et deux sœurs. Son père n’a pas de travail et sa mère est presque aveugle. Pour faire vivre la famille, elle travaillait avec ses sœurs aînées et ses frères dans la cueillette du coton, mais elle avait également un autre rôle bien précis au sein de la famille : celui d’être, littéralement, les yeux de sa mère.

L’IPEC est intervenu pour que Kader et son frère Selahattin, âgé de 12 ans, soient enregistrés au centre d’aide sociale, dans le cadre d’un programme de l’IPEC (L’éducation au service de l’élimination des pires formes de travail des enfants dans l’agriculture commerciale saisonnière) mis en œuvre par le ministère de l’Éducation nationale. Après six semaines de travail avec Kader

et Selahattin, le coordinateur du projet IPEC a pu convaincre les parents d'inscrire Kader et Selahattin comme pensionnaires dans une école primaire. La mère a accepté que le garçon aille à l'école, mais a tout d'abord déclaré qu'elle ne pouvait pas se passer de sa fille, que Kader était ses yeux et qu'elle ne pouvait rien faire sans elle. Elle a été très difficile à convaincre, mais a fini par consentir ce sacrifice pour le bien de sa fille.

Kader fait aujourd'hui partie des enfants qui ont eu la chance de pouvoir devenir pensionnaires de l'école, dans le cadre du projet OIT/IPEC mis en œuvre à Karatas/Adana. Le ministère de l'Education nationale, en coopération avec l'antenne de l'IPEC en Turquie, réserve depuis 2002 un certain nombre de places pour les enfants qui travaillent; grâce à cette initiative, des milliers d'enfants ont pu être soustraits au travail et scolarisés.

MILI - INDONÉSIE

A la mort de son père, Mili et sa mère quittèrent leur village pour trouver à Djakarta un emploi de domestique. Mili avait alors 11 ans.

Mili trouva rapidement du travail à Bekasi, un faubourg de Djakarta, mais elle dût se séparer de sa mère. Au début, son employeuse, qui était alors enceinte, fut gentille avec elle et la traita comme un membre de la famille. Mais après la naissance du bébé, elle se mit à traiter Mili très durement. La jeune fille fut soumise à un harcèlement constant, et dut travailler sous les injures. Constamment réprimandée, elle se sentait inutile, indésirable. Elle n'avait pas touché de salaire depuis plus de 18 mois lorsqu'elle découvrit le centre Sanggar Puri; destiné aux enfants employés comme domestiques, ce centre est dirigé par une ONG (YKAI) qui collabore avec l'IPEC.

Après 6 mois d'effort, les travailleurs sociaux de YKAI finirent par obtenir que la fillette quitte son emploi. Très désireuse de continuer ses études, elle est retournée à l'école.

SOK KENG - CAMBODGE

Sok Keng (14 ans) vit dans un petit village aux alentours de Phnom Penh, où, pour de nombreuses familles, le seul moyen de se faire un peu d'argent est de travailler dans des carrières. Le travail est éreintant, mal payé, mais depuis son plus jeune âge, Sok Keng sait qu'elle devra travailler pour aider sa famille à survivre. Trop jeune pour faire un travail vraiment utile dans une carrière, elle se rendit dans une usine toute proche pour y trouver un emploi. Au Cambodge, l'industrie du vêtement joue un rôle essentiel: avec plus de 1,6 milliards de dollars d'exportations, c'est lui qui a véritablement permis la reconstruction de l'économie. Ce secteur emploie 200 000 personnes, généralement des femmes, qui touchent un salaire qui leur permet de subvenir aux besoins de toute la famille. Mais ces salaires relativement élevés attirent également des filles qui, comme Sok Keng, n'ont pas l'âge de travailler, et qui présentent de faux papiers pour se faire embaucher.

Dans le cadre d'un partenariat original mis en place avec le gouvernement cambodgien et les employeurs, l'Organisation internationale du travail collabore avec des entreprises qu'elle aide à faire appliquer la législation du travail nationale. Des contrôleurs de l'OIT se chargent d'identifier les employés qui, comme Sok Keng, n'ont pas l'âge légal requis, et de les placer dans l'un des centres de formation mis en place dans les villages voisins. Sok Keng y acquiert les compétences qui lui permettront, lorsqu'elle aura atteint l'âge légal, de trouver un bon emploi dans ce secteur en plein essor.

NAZIA - PAKISTAN

Nazia, 16 ans, est l'une des nombreuses bénéficiaires du projet OIT/IPEC visant l'élimination du travail des enfants dans l'industrie des ballons de football de Sialkot. Avant d'être admise dans un centre d'éducation non formelle, où elle peut désormais exercer le métier de couturière dans des conditions bien différentes, elle fabriquait des ballons de football. Selon elle, avant la mise en œuvre du projet, la plupart des enfants du village étaient voués à fabriquer des ballons. Ce projet a, par bien des aspects, transformé leur vie. L'éducation a certainement été l'un des aspects les plus bénéfiques, mais l'acquisition d'une nouvelle compétence comme la couture est tout aussi importante. Selon Nazia, " cela a permis aux filles d'avoir davantage confiance en elles-mêmes, en leur prouvant qu'elles étaient capables d'apprendre et d'utiliser de nouvelles compétences ". Si l'éducation a donné aux enfants une seconde chance, l'acquisition d'une nouvelle qualification en est une troisième. Pour les filles vivant en milieu rural, savoir coudre est essentiel: cela constitue un signe social de maturité, contribue au revenu familial et permet d'économiser de l'argent qui, sans cela, irait à des couturières professionnelles. Sumera, qui vit dans le même village, confirme elle aussi que l'apprentissage de la coupe a permis aux filles d'avoir une vie meilleure. " Personne dans le village, même nos parents, ne pensaient que nous pourrions faire autre chose que de coudre des ballons, cette activité étant devenu un savoir-faire qui se transmet de mère en fille Mais en apprenant la couture, les filles ont vu leur statut social s'améliorer et ont bénéficié dans leur milieu d'une considération accrue".

Lancé en 1997, le projet " Ballon de football ", auquel ont collaboré de nombreux partenaires, dont la FIFA (Fédération internationale de football association), a réussi à atteindre, et même à dépasser, tous ses objectifs: grâce à lui, 10 752 personnes ont pu suivre un enseignement dans 255 centres d'éducation non formelle, 5 838 d'entre elles ont pu s'insérer socialement, et 5408 ont pu bénéficier d'une assurance-maladie. Le projet a également permis de mettre en conformité 95% de l'industrie du ballon de football cousu à la main.

Le véritable impact du projet ne se mesure toutefois pas à ces seuls objectifs concrets, mais, plus profondément, au changement de point de vue et de comportement du groupe concerné. La transformation la plus convaincante à cet égard, et dont l'effet est appelé à durer, tient au fait que la population du district de Sialkot sait désormais qu'il n'est pas possible de priver les enfants de leur droit à être des enfants, c'est-à-dire de leur droit à l'éducation, aux loisirs et à une couverture santé.

Les avantages sociaux du projet sont par la suite devenus de plus en plus manifestes, car il a permis notamment d'améliorer les conditions de travail des employés adultes travaillant dans les centres de couture. Avant le lancement du projet, la plus grosse partie du travail se faisait chez les particuliers; il était de ce fait difficile de surveiller les unités de fabrication, que ce soit pour mettre fin au travail des enfants ou pour assurer des conditions de travail décentes.

Grâce au contrôle mis en place par l'association de contrôle indépendante du travail des enfants (IMAC), on peut s'assurer que plus aucun enfant n'est astreint à travailler - quelle que soit la forme de ce travail - dans la production de ballons de football au Pakistan. Le système de contrôle est à la fois interne et externe. Le contrôle interne appliqué par les fabricants participant au projet leur permet de s'assurer que leurs sous-traitants ne font pas appel à des enfants dans les centres de fabrication, et n'introduisent pas non plus subrepticement le matériel de

fabrication chez des particuliers que l'on pourrait soupçonner de faire travailler des enfants. Ces mesures de contrôle permettent également de s'assurer que les sous-traitants ne recourent pas à des pratiques déloyales et d'assurer un meilleur contrôle de la qualité de leurs produits, ce qui confère à ces derniers une valeur ajoutée.

ORPHELINS DU SIDA - AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Rosemary Wanguy s'occupe de 13 enfants, dont quatre sont les siens, quatre les enfants d'une sœur qui a tout simplement disparu un beau jour, et cinq ceux d'une seconde sœur qui est morte du SIDA. La manière dont Rosemary parvient à pourvoir aux besoins de cette vaste famille est à peine croyable. Dans un pays où le taux de chômage est de 50%, c'est vraiment un miracle qu'elle parvienne à trouver de l'emploi.

Lucy Njoki a 13 ans. C'est la nièce de Rosemary, dont la mère est morte du SIDA. Lorsque sa mère tomba malade, Lucy cessa d'aller à l'école pour pouvoir l'aider. Mais après sa mort, une ONG a fourni une aide financière pour que la fillette puisse retourner à l'école. L'enfant, qui devait travailler le soir et les week-end, pour aider sa famille, réussit cependant, grâce à des efforts opiniâtres, à devenir l'une des meilleures élèves de la classe. A la fin de l'année, elle ne pourra plus bénéficier de l'aide financière fournie par l'ONG pour assurer sa scolarité. La fillette sait déjà que ni elle-même, ni sa nombreuse famille n'auront les moyens de la garder à l'école. Son travail à temps partiel va bientôt devenir une occupation à plein temps.

John Njenga est le fils aîné de Rosemary; il a 14 ans et travaille parfois dans une carrière voisine, pour un dollar par jour. Il a quitté l'école au dernier trimestre de la neuvième année, après la mort des parents de Rosemary. Sa sœur devait décéder une année plus tard. Etant l'aîné, c'est à lui qu'incombait la responsabilité de rapporter de l'argent à la maison. Il avait alors 12 ans.

L'Afrique sub-saharienne est la région du monde où l'on recense le plus grand nombre d'enfants astreints au travail et où l'on enregistre le pourcentage d'orphelins du SIDA le plus élevé. On se représente aisément la situation terrible qui résulte de la conjugaison de ces deux fléaux. Inutile de dire que le malheur des orphelins du SIDA commence bien avant la mort de leurs parents. Le virus attaque le corps humain, mais il absorbe également toutes les économies et les ressources du ménage. Beaucoup d'enfants cessent d'aller à l'école pendant cette période pour aider des parents en train de décliner inexorablement et pour pouvoir payer les frais d'obsèques. Dès qu'ils arrêtent l'école, le cauchemar commence.

BRAULIO - PÉROU

Comme beaucoup d'autres enfants de la Rinconada, Braulio, un garçon de 14 ans, avait travaillé à la mine depuis son plus jeune âge, charriant de lourdes charges de minerai et travaillant également comme broyeur de pierres (quimbalatero). Il raconte qu'un jour - il avait alors 13 ans - il ne s'était pas senti bien, qu'il était épuisé et était tombé plusieurs fois pendant son travail. A la sortie de la mine son wagonnet s'était renversé, avec toute sa charge de minerai. Le patron, à qui la scène n'avait pas échappé, l'avait alors frappé violemment.

Braulio avait appris que le Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC) avait l'intention lancer un projet pour les mines de Rinconada, et que des contacts directs avec la communauté locale avaient été établis par l'intermédiaire de l'Organisation partenaire CARE. " J'en avais entendu parler à la radio. J'ai alors décidé de prendre contact avec les responsables du projet. Ils vinrent à la mine pour discuter avec le contremaître, qui fut sanctionné. Ensuite, j'ai travaillé un mois en tout et pour tout, m'occupant de l'entrepôt du propriétaire".

Le projet mis en œuvre par l'IPEC à la Rinconada vise à renforcer et à développer les services de santé, d'éducation, de nutrition, entre autres, et à améliorer les conditions de travail des mineurs adultes. Le travail de sensibilisation est également l'un des objectifs prioritaires du projet. Lorsque Braulio, ses frères et son père commencèrent à se rendre aux réunions organisées par le projet, ils y apprirent " que le travail n'était pas bon pour nous. J'avais mal partout, parfois nous ne mangions pas à notre faim et il était difficile de pouvoir aller à l'école et d'étudier. Aujourd'hui notre situation s'est bien améliorée. Nous sommes mieux informés, et nous voulons aller de l'avant et réussir notre vie. "

Le père de Braulio comprend aujourd'hui combien il est important de pouvoir offrir un avenir meilleur à ses enfants. " Mon père a été très reconnaissant et leur a dit que désormais il allait travailler et que nous pourrions nous consacrer à notre scolarité. " Plus de 2500 enfants ont été aidés par le projet IPEC/CARE qui oeuvre à l'élimination progressive du travail des enfants dans les mines artisanales. La communauté locale soutient le projet et a renforcé sa vigilance pour détecter le travail des enfants, afin d'empêcher que d'autres enfants ne connaissent la triste expérience de Braulio.

R.R - PARAGUAY

R.R a 10 ans. Le 30 novembre 2002, elle est découverte par un commerçant de Ciudad del Este, dans la rue Adraina Jara y Pampliega, situé dans l'un des faubourgs les plus fréquentés de la ville. Il est environ 9 heures du soir. La fillette est très sale, porte des pantalons et un pull-over ainsi que des espadrilles à la japonaise. Elle a sur elle environ 12 dollars des Etats-Unis, le salaire de son " activité sexuelle ". Cela faisait deux jours qu'elle n'était pas rentrée chez sa mère, ce qu'elle redoutait de faire parce qu'elle n'avait pas atteint " l'objectif " fixé par cette dernière.

R.R eut un premier contact avec Petrona Perez, du comité local chargé de la mise en œuvre à Ciudad del Este du programme de prévention et d'élimination de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, un groupe constitué par l'OIT et qui intervient sur la zone-frontière entre le Paraguay et le Brésil. Mme Perez, après avoir soigneusement examiné la fillette, lui proposa de la ramener dans sa famille, mais l'enfant lui répondit qu'elle ne voulait pas, car elle savait que sa mère la battrait.

Le 2 décembre 2002, Petrona emmena l'enfant au tribunal des mineurs afin de déposer plainte et de confier l'enfant aux autorités. Le juge renvoya l'affaire au Département municipal pour les droits des enfants et des adolescents, qui, comme l'exige la loi, confia la garde provisoire de l'enfant à un tuteur chargé de lui assurer soutien et protection.

Au tribunal, R.R expliqua au juge que l'argent qu'elle avait sur elle était le fruit de son " travail sexuel ". Elle raconta que, sur l'ordre de sa mère, elle quittait la maison dès le matin et que parfois, selon la situation du marché du travail, elle traversait le Puente de la Amistad (Pont de l'amitié) qui amenait à la cité-frontière de Foz de Iguazu (Brésil), sous prétexte d'acheter des bonbons qu'elle revendrait plus tard. Elle reconnut qu'elle avait une " clientèle établie ".

La mère de la fillette fut arrêtée par la police et incarcérée à la prison des femmes de Ciudad del Este. R.R fut confiée à la garde provisoire d'un voisin de palier.

Avant cette intervention de la justice, R.R vivait avec sa mère, une veuve de 40 ans avec 7 frères et sœurs, dont une sœur de 14 ans, qui s'était enfuie de la maison avec son petit ami ; Eduardo, un garçon de 13 ans toxicomane; Tito, qui, a 15 ans, travaille dans la rue, où il nettoie les pare-brise, et les autres enfants, encore en bas âge.

R.R a été la première à bénéficier de l'action du Centre de prévention de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales mis en place pour les adolescents des deux sexes à Ciudad del Este, dans le cadre d'un programme d'action mis en œuvre, avec l'appui de l'OIT, par le diocèse de la ville.

Aujourd'hui, R.R va à l'école, reçoit une aide psychologique et des soins médicaux; elle participe à des ateliers de développement personnel, et fait d'importants progrès, tant au niveau de son comportement que de sa manière de voir les choses. Elle est aujourd'hui entièrement tirée d'affaire et soustraite à l'influence des adultes, notamment sa mère et son beau-père, qui l'amenaient de la maison au centre de Ciudad del Este ou de Foz do Iguazu pour se prostituer. Sa famille bénéficie également de l'aide du Centre.